

# L'impasse face au casse-tête de l'extrême droite

- À une semaine de la rentrée au Parlement, aucune majorité ne se dégage.
- Le bloc de droite compte sur un soutien tacite de l'extrême droite.
- L'extrême droite se verrait bien retourner aux urnes.

Slim Allagui  
Correspondant en Europe du Nord

Les résultats définitifs des élections suédoises publiés dimanche par l'autorité électorale n'ont pas changé la répartition des sièges au Parlement, ni la situation politique bloquée une semaine après la tenue du scrutin. Le bloc rouge-vert (sociaux-démocrates, Les Verts et Parti de la Gauche) conserve toujours un mandat d'écart face à l'Alliance bourgeoise (conservateurs, centristes, libéraux et chrétiens-démocrates) 144-143 alors que la majorité au Riksdag est de 175 sièges sur 349.

Les Démocrates de Suède (SD, populistes) avec 62 sièges, détiennent un rôle clé pour un changement de régime.

Mais le Premier ministre social-démocrate sortant Stefan Löfven ne compte pas céder le pouvoir, appelant une fois de plus l'opposition, qui réclame à cor et à cri son départ, "à renoncer à la politique des blocs qui est un échec et qui conduit à une impasse".

"Le décompte final du scrutin a montré que nous, les sociaux-démocrates, sommes clairement le plus grand parti et avons le plus large soutien à une base gouvernementale si les partis bourgeois ne renient pas leur promesse de créer un front commun contre Sverigedemokraterna (SD)", a commenté M. Löfven. Et d'exhorter "tous les partis décents à prendre leurs responsabilités pour mener la Suède vers l'avant". Un appel pas entendu par le leader de l'opposition, Ulf Kristersson, président du parti des Modérés (conservateurs) qui s'estime en droit de reprendre le pouvoir, misant sur l'extrême droite (SD) pour apporter une majorité confortable à l'Alliance de centre droit au Riksdag.

L'Alliance compte cyniquement sur le soutien tacite du SD, qui doit envoyer un signal à son électorat et ne peut donc laisser le Premier ministre Löfven quatre ans de plus aux manettes. "Une stratégie condamnée d'avance", selon le professeur en sciences politiques Tommy Möller interrogé lundi à la radio publique suédoise P1. "Imaginer que SD accepterait d'être un appui à l'Alliance sans rien recevoir en échange n'est pas crédible", selon ce politologue. Ce calcul est donc à hauts risques pour l'opposition, d'autant que l'extrême droite, forte de ses

17,5 % des suffrages, est déterminée à monnayer chèrement son soutien.

Une rock star

Invité samedi à la réunion annuelle du Parti du peuple danois (DF, populiste) à Herning (ouest du Danemark), Jimmie Akesson, accueilli comme une star de rock, a déploré que "les autres partis en Suède ne veulent pas discuter avec nous. Ils font comme si nous n'existions pas et veulent tout faire pour faire un gouvernement hors de notre influence. Mais ce sera impossible de nous écarter et plus rapidement ils le réaliseront et plus rapidement nous éviterons le chaos".

Louant Dansk Folkeparti, son "modèle qui a inspiré les Démocrates de Suède", Akesson a rappelé que le parti frère danois était aussi qualifié de "malpropre et d'indésirable un temps (dans les années 1990, Ndlr) avant d'exercer une influence pendant 15 ans et plus sur la politique danoise".

Les analystes tentent d'élaborer différents scénarios pour sortir de ce blocage à près d'une semaine de la réouverture de la session 2018-2019 du Riksdag le 25 septembre.

Mais aucune constellation ne semble recueillir la majorité : les partis de centre droit refusent de soutenir Stefan Löfven et ce dernier "ne veut en aucun cas appuyer des partis dépendants de l'extrême droite". M. Löfven a tenté

de séduire les centristes et les libéraux, farouchement opposés à SD, les invitant quitter l'Alliance pour le rejoindre, mais cette invitation est restée lettre morte.

Dernier scénario, Stefan Löfven se maintiendrait au pouvoir à la tête d'un gouvernement social-démocrate minoritaire qui pratiquera une politique orientée vers le centre, pense le politologue Tommy Möller. En tout cas, si tous les candidats au poste de Premier ministre sont récusés au Riksdag (au cas où ils seraient éliminés au bout de quatre tentatives suite à des votes de défiance) la semaine prochaine, de nouvelles élections seront convoquées début janvier. Le leader des Démocrates de Suède a déjà laissé planer la menace, refusant d'apporter son soutien au centre droit sans contrepartie, croyant que SD sortira encore plus renforcé d'un nouveau scrutin.

L'Alliance compte cyniquement sur le soutien tacite du SD, qui doit envoyer un signal à son électorat.